

RECEPTIONS

MULRONEY, Brian



archives
municipales

VOUS NOUS OBLIGERIEZ EN NOUS RETOURNANT

LE DOSSIER DANS LE PLUS BREF DÉLAI.

LIBRE-ÉCHANGE

Ce n'est pas

«ENCOURAGEANT»

Libre-échange

MULRONEY DIT AVOIR EU DU COURAGE

Le premier ministre du Canada, Brian Mulroney, a le sentiment d'avoir politiquement la tête sur le billot à l'égard des négociations sur le libre-échange interrompues depuis trois jours.

André Dalcourt

«Si j'échoue, les gens me le reprocheront. J'en prendrai la responsabilité», a-t-il déclaré, hier, au sortir d'une rencontre avec le maire Jean Doré à l'hôtel-de-ville de Montréal.

Le premier ministre va-t-il échouer? Les négociations vont-elles reprendre avec succès? Il l'ignore pour l'instant, mais il concède que «les signaux ne sont pas encourageants».

Ces signaux, il les connaît: les Américains ne veulent pas - pour l'instant - inclure un tribunal d'arbitrage dans un éventuel accord de libre-échange; ils critiquent en outre nos programmes de développement régionaux et nos subventions aux industries culturelles. Alors, notre négociateur, Simon Reisman, mercredi, a cessé de discuter avec eux. Depuis, plus rien.

Cette situation est un suspense politique pour Brian Mulroney: il a beaucoup investi dans ces négociations,

si elles échouent, il aura échoué aux yeux des Canadiens et cela n'améliorera pas sa cote de popularité.

Fermeté?

Voilà peut-être pourquoi il a commencé hier à miser sur la carte du «courage» qu'il lui en a fallu pour entamer de pareilles négociations avec le géant américain.

«Pour bâtir, a-t-il lancé, il faut prendre

des risques, c'est ce que j'ai fait avec l'accord du lac Meech, c'est ce que j'essaie de faire dans ces négociations sur le libre-échange.»

Voilà peut-être pourquoi il a aussi commencé hier à poser en premier ministre qui sera montré ferme jusqu'à la fin. «J'ai toujours dit que si les termes ne sont pas convenables, on ne signera pas.»

Reagan

Alors comment fera-t-il reprendre ces négociations avec succès? Par une rencontre au sommet avec le président Reagan? «Je

n'en vois pas l'utilité pour l'instant!» a-t-il affirmé.

Il pense plutôt que les Américains devraient reviser leurs positions et fournir aux Canadiens des réponses plus adéquates et plus conformes aux paramètres élaborés jusqu'ici par les négociateurs.

Médicaments

Le premier ministre Mulroney a par ailleurs attaqué féroce-ment, hier, «les sénateurs libéraux non élus qui étouffent le projet de loi C-22 relatif aux produits pharmaceutiques.»



Photo Pierre VIDRICAIRE

Les deux hommes politiques ont aussi discuté de la future Agence spatiale canadienne.



Photo Pierre VIDRICAIRE

Quand Brian Mulroney a rendu visite à Jean Doré, hier, c'était la première fois, depuis le 13 septembre 1967, qu'un premier ministre canadien venait rencontrer le maire de Montréal dans son hôtel de ville.



Photo Pierre VIDRICAIRE

Au cours de la discussion qu'ils ont eue ensemble, le premier ministre et le maire ont abordé plusieurs sujets dont l'obstruction que font les sénateurs libéraux au projet de loi sur les produits pharmaceutiques.

Stall on drug bill 'tragedy' for city: PM

Prime Minister Brian Mulroney said yesterday the Senate's refusal to approve his government's drug-patent legislation is "a tragedy for Montreal" and he joined Mayor Jean Doré in urging senators to pass the controversial bill.

The two leaders held their first formal meeting in city hall.

Space agency

They emerged with no firm announcements on the many federal projects the city is counting on — including investment in the Old Port, and the selection of a city for the proposed Canadian space agency.

But Mulroney promised announcements soon, and Doré later said he felt "good vibes" during his meeting with the prime minister.

"I didn't expect Mr. Mulroney

to come like Santa Claus with goodies in his pouch," the mayor said.

It was the first time that a Canadian prime minister has visited city hall since Lester Pearson came to the Notre Dame St. building in 1967, Doré said.

The Tory government's drug legislation, Bill C-22, has passed twice in the House of Commons over the strong objections of Liberal and New Democrat MPs, but is being held up by the Liberal-dominated Senate.

The bill would grant 10 years of exclusive marketing rights to drug companies that develop new prescription drugs, and would keep low-cost generic copies of the drugs off the market during that time.

Mulroney said the bill would create as many as 1,300 jobs in the Montreal area.

But various groups, including Doré's own Montreal Citizens' Movement, oppose it.

They argue the bill would have no substantial benefit for Montreal and would drive up drug prices.

Challenged Turner

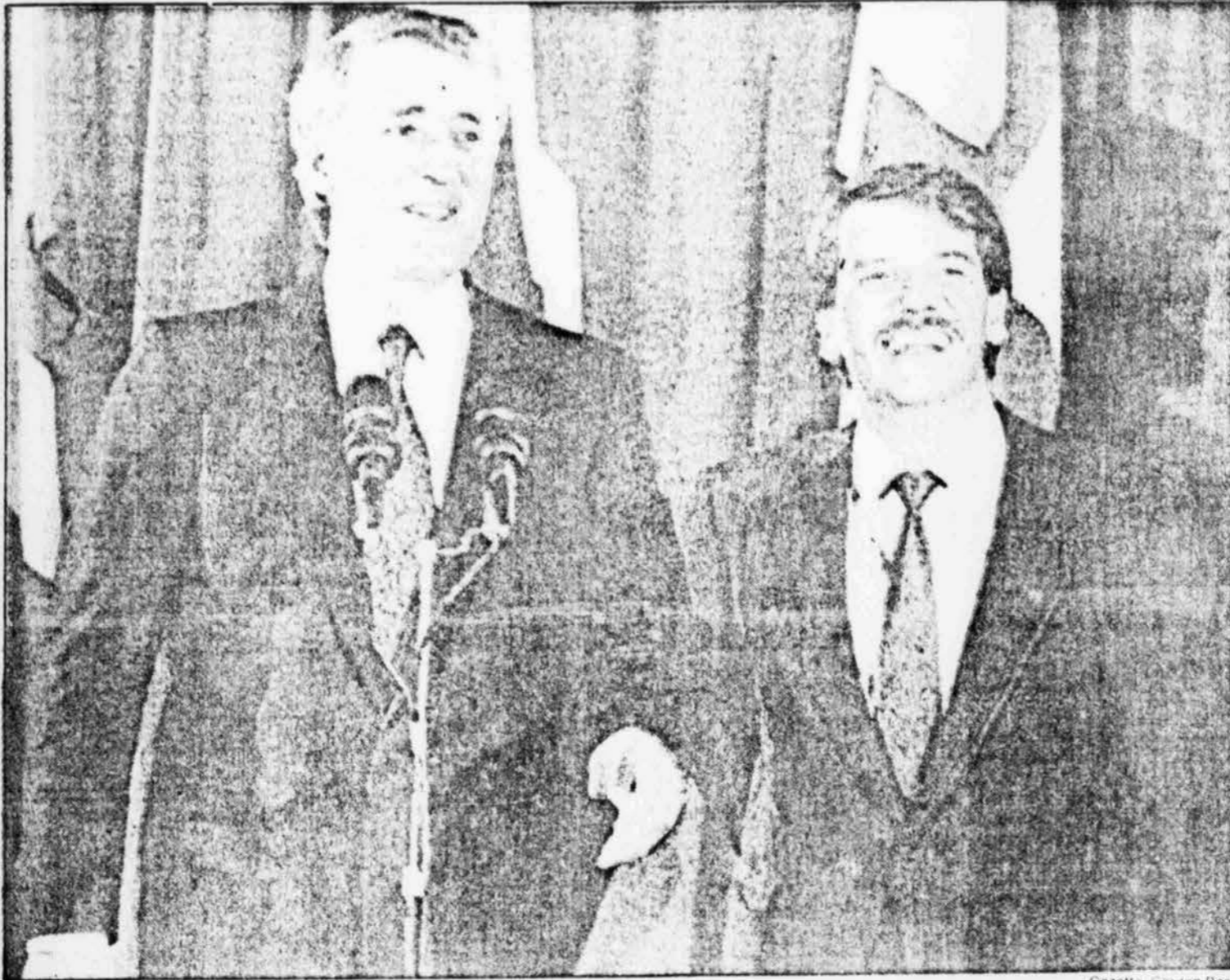
"The Liberal party is strangling it in the Senate," Mulroney said at a city hall press conference with the mayor.

"This is a tragedy for Montreal... it's getting progressively urgent."

The prime minister challenged Liberal Leader John Turner to prove he is in charge of his party by forcing Liberal senators to pass the bill.

Doré said he hopes "good sense will prevail and the bill becomes a reality."

— Ingrid Peritz



Gazette, Gordon Beck

Brian Mulroney speaks at news conference with Jean Doré after meeting privately with the Montreal mayor.

Mulroney souligne l'importance du projet de loi C-22 pour l'avenir économique de Montréal

YVON LABERGE

■ Le premier ministre Brian Mulroney a eu hier une rencontre de près d'une heure avec le maire de Montréal, M. Jean Doré. À l'issue de leur entretien, M. Mulroney a réitéré que l'avenir économique de la métropole repose notamment sur la recherche scientifique, et plus particulièrement sur la recherche pharmaceutique.

D'où l'importance pour l'avenir économique de Montréal, estime le premier ministre canadien, que le Sénat, à majorité libérale, adopte au plus tôt le projet de loi C-22 sur les brevets pharmaceutiques déjà voté à la Chambre de Communes.

En conférence de presse, dans la salle du Conseil municipal transformée pour l'occasion, le premier ministre a réaffirmé que l'industrie pharmaceutique est prête à investir quelque \$ 700 millions dans la région métropolitaine et à créer 1 300 emplois. Mais ce dossier, a-t-il précisé, est bloqué par une poignée de sénateurs libéraux non-élus, et ces derniers sont en train d'étouffer toute possibilité pour Montréal dans ce domaine. »

Le maire de Montréal, dans les meilleures intérêts de la région, souhaite lui-aussi que les sénateurs libéraux « libèrent au plus vite le projet de loi C-22 » pour qu'enfin, « on puisse s'attaquer à d'autres dossiers » tout aussi importants pour Montréal.

Dans les faits, ces autres dossiers sont évidemment ceux de l'Agence spatiale canadienne, du Centre bancaire international, de l'aménagement du Vieux-Port et des suites à donner au rapport Picard sur l'avenir économique de Montréal.

Tous ces dossiers ont été abordés lors de la rencontre d'hier, mais le premier ministre Mulroney n'avait rien à annoncer de concret. Si ce n'est que son ministre Robert De Cotret aura, dans les prochaines semaines, des déclarations à faire pour donner suite au rapport Picard.

De l'aveu même de Brian Mulroney, les deux hommes ont passé « un peu plus de temps » sur le dossier du projet de loi C-22 que sur les autres points à l'ordre du jour de la rencontre. Et au cours de sa conférence de presse, il a éludé les questions relatives à l'agence spatiale ou à l'aménagement du Vieux-Port de Montréal

pour revenir sur les brevets pharmaceutiques.

Comme devait le faire plus tard le maire Doré, le premier ministre a dit que la rencontre d'hier n'avait pas pour but d'annoncer quoi que ce soit, mais qu'il s'agissait plutôt d'une prise de contact.

Le maire Jean Doré a même précisé que M. Mulroney ne venait pas à Montréal comme « un Père Noël qui arrive ici avec sa poche de cadeaux ». Strictement sous cet aspect, le maire n'est donc pas déçu de son entretien avec M. Mulroney. Au contraire, il estime que la discussion a été fructueuse et il s'attend même à des développements positifs pour bientôt.

Il y avait 20 ans que l'Hôtel de ville de Montréal n'avait vu sous son toit un premier ministre canadien. Le dernier à y être venu avait été le premier ministre Lester P. Pearson, en 1967, et c'était à l'occasion d'Expo 67, bien sûr.

Hier, près de 300 invités étaient réunis dans le grand hall de l'illustre édifice pour accueillir le premier ministre canadien. Après la signature du Livre d'or, M. Mulroney a brièvement pris la parole, après la présentation du maire, et il s'en est allé serrer des mains.



M. Brian Mulroney s'est arrêté hier à *La Presse*, où il a été accueilli par l'éditeur adjoint, M. Michel Roy (à gauche), avant d'accorder une entrevue à une équipe de nos chroniqueurs politiques. On trouvera cette entrevue dans notre édition de demain.

PHOTO ARMAND TROTTIER, LA PRESSE



Gerald LeBlanc

L'édifice s'en vient

L'hôtel de ville de Montréal recevait, hier, la visite d'un de ses plus illustres fils adoptifs. Petit gars de Baie-Comeau et premier ministre du Canada, Brian Mulroney, n'en était pas moins Montréalais, depuis de nombreuses années, lors de son élection à la tête du pays en 1984.

On était donc porté à le croire lorsqu'il promettait, durant la campagne électorale, de redonner à Montréal, sa ville, le statut de pôle du développement économique du Canada.

Trois ans plus tard, on est porté à croire que M. Mulroney est plus porté que jamais à réaliser sa promesse, s'il veut retrouver sa cote de popularité auprès des Québécois, avant le prochain rendez-vous électoral.

Et le maire de Montréal, Jean Doré, a, lui aussi, toutes les raisons du monde de rafraîchir la mémoire de son hôte. Québec ayant en effet décidé de décréter un moratoire sur tous les équipements promis à Montréal (Musée d'art contemporain, musée de la science et des technologies, maison de l'orchestre symphonique...), il faut maintenant s'assurer qu'Ottawa s'occupe doublement de l'orphelin.

Durant leurs 45 minutes de tête-à-tête, M. Doré a donc sans doute fait valoir les droits de sa ville au Centre aérospatial (« Montréal, c'est spacial », voyons-donc) sous peine de perdre son statut de pôle national de cet important champ d'avenir. Il n'a pas manqué, non plus, de rappeler que Montréal devrait être traité sur le même pied que Toronto, Vancouver et Québec qui ont reçu des centaines de millions pour la mise en valeur de leurs vieux ports. Sans oublier les promesses faites par le grand frère outaouais pour la relance de l'est de Montréal, ébranlé notamment par les fermetures, parfois mystérieuses, des raffineries de Montréal-Est.

Les deux Montréalais avaient toutes les raisons du monde de se retrouver sur la même longueur d'onde. Il faut espérer qu'il en découle une musique agréable aux oreilles de leurs concitoyens de Ville-Marie.

C'est effectivement toute la semaine qui fut abondante en événements d'importance sur la scène municipale. La carrière Miron qui refuse obstinément de quitter Montréal, le Grand Prix automobile qui n'arrive plus à y revenir, le projet Overdale qui mécontente tout le monde, l'agrandissement du Musée des Beaux-Arts qui progresse à pas de tortue, la STCUM qui s'en va vers la faillite...

Les dossiers chauds ne manquent pas, d'autant plus que ceux qui ont atteint le point d'ébullition cette semaine n'étaient pas nécessairement ceux qui figuraient à l'agenda de l'hôtel de ville.

Pour marquer la rentrée automnale, l'administration municipale avait en effet convoqué les journalistes, à 8 h 15 du matin comme chez les guerriers de l'urgence, à un petit déjeuner avec le comité exécutif et le service des communications de la Ville.

Autour d'un jus d'orange, d'un café et d'une brioche, on a pu y rencontrer les poids lourds de l'administration, qui semblent s'être rapidement adaptés aux couloirs du pouvoir, sans pour autant perdre leurs petits traits particuliers.

Trois sur sept, les dames ne sentent plus le besoin de se faire une place au soleil. La prise du pouvoir a même apporté une douce revanche à Katleen Verdon. Habitée de s'habiller comme une grande dame, elle détonnait naguère quelque peu parmi la faune, soigneusement négligée; du RCM. Elle doit maintenant se réjouir de voir qu'elle est la seule à n'avoir pas eu à changer de garde-robe pour entrer à l'hôtel de ville.

Autre douce revanche des femmes: elles parlent moins que les hommes, ce qui n'est pas vraiment difficile avec les verbo-moteurs que sont les John Gardiner et Robert Perreault, pourtant loin derrière l'inépuisable Jean Doré.

Sans être adepte de l'obscurantisme et du crétinisme, on est toujours surpris d'entendre le maire décrire Montréal comme « ville d'interface », parler de « date dirimante » ou de « solutions palliatives ». Sans doute utiles dans les comités d'experts, ces formules savantes facilitent peu le rapprochement avec les citoyens, promis en priorité par le RCM.

Il ne faut pas en conclure que le maire n'avait rien à dire. Au contraire, M. Doré a parlé de la fiscalité municipale comme du dossier chaud de l'automne. Montréal, comme les autres municipalités de la région, doit trouver le moyen d'empêcher les hausses vertigineuses de taxe, entraînées par les bonds subits de l'évaluation foncière. M. Doré s'inquiète aussi du déficit qui s'annonce dans le transport en commun.

En attendant le plan directeur de l'aménagement du centre-ville, il fait valoir, d'autre part, qu'on peut déjà prendre pour acquis deux grands objectifs de son administration: la mixité des fonctions et des populations. Bref, le centre-ville ne doit pas exclure l'habitation et l'industrie au profit des bureaux; on doit aussi y retrouver toutes les classes de citoyens, pas seulement les *yuppies* et les *dinks* qui ont décidé de revenir en ville.

Le maire nous a enfin mis l'eau à la bouche, à l'aube du premier anniversaire de l'administration RCM. « Certains d'entre vous sont fatigués de nous entendre parler de plomberie et de fondations. Quand l'édifice va se mettre à lever, vous allez être surpris. »

Ce n'est pas tomber dans l'oreille d'un sourd, monsieur le Maire. Nous surveillerons maintenant attentivement l'édifice que vous êtes en train de nous construire.

Pendant que tout ce beau monde parlait économie et développement, le doyen de la famille nous entretenait de moralité et d'éthique.

Toujours aussi svelte et toujours aussi anti-politicien, le sexagénaire, qui préside le comité exécutif, a en effet présenté les grandes lignes d'un code d'éthique pour les conseillers municipaux.

Une première dans le monde municipal canadien, ce projet, imparfait comme tout code d'éthique, devra encore traverser plusieurs ponts avant de régir les pratiques à l'hôtel de ville de Montréal.

Le seul fait d'avoir mis sur le chantier un tel projet indique bien cependant que Michael Fainstat n'a pas changé et ne changera probablement jamais. Réformiste un jour, réformiste toujours, semble être la devise de notre singulier ingénieur-humaniste.

C'est aussi le rappel que le RCM aura de la difficulté à oublier ses origines et le mouvement qui l'a porté au pouvoir, aussi longtemps que Michael Fainstat siègera au 275 rue Notre-Dame. C'est une bonne garantie.

Rien à déclarer !



Le premier ministre Brian Mulroney et le maire Jean Doré à l'issue d'une rencontre de près d'une heure.

Photo Jacques Grenier

Brian Mulroney laisse Montréal sur sa faim

MICHEL C. AUGER

Ceux qui attendaient du premier ministre Brian Mulroney l'annonce de décisions sur l'agence spatiale, les suites à donner au rapport Picard, le Vieux-Port ou la relance de l'Est de Montréal devront attendre encore.

Pour la première visite d'un premier ministre canadien à l'Hôtel de ville de Montréal depuis 20 ans, M.

Mulroney est arrivé les mains vides et n'avait rien à annoncer quant aux investissements fédéraux attendus dans la région de Montréal à sa sortie d'une rencontre de près d'une heure avec le maire Jean Doré.

Ce dont le premier ministre avait envie de parler, cependant, c'est du projet de loi C-22 sur les brevets pharmaceutiques et « des sénateurs libéraux non-élus qui empêchent son adoption et sont en train d'étouffer toute possibilité pour Montréal dans ce domaine ».

« Il devient urgent que M. Turner montre qui est le chef de son parti parce que l'avenir de Montréal dans ce domaine-là est en train d'être menacé et cela est très lourd de conséquences », a-t-il ajouté.

L'adoption du projet de loi C-22 qui augmenterait la protection dont jouissent présentement les médicaments brevetés, signifierait des investissements de \$ 600 à \$ 700 millions et la création de 1.300 emplois dans la région métropolitaine, a soutenu M. Mulroney.

Quant aux autres dossiers qui intéressent Montréal, le premier ministre s'est contenté de dire qu'il faudrait attendre des annonces de la part de son ministre de l'Industrie Robert de Cotret « dans un avenir assez rapproché ».

Le premier ministre n'a pas été plus encourageant qu'il ne le faut pour les chances de Montréal d'être choisie comme siège de la nouvelle agence spatiale canadienne en répondant à une question portant sur ce sujet en parlant du projet de loi C-22.

« Pour le gouvernement fédéral, aucun dossier de développement économique n'est plus important que le projet de loi C-22. L'avenir de Montréal dépend de façon substantielle de la recherche scientifique dans le domaine de la biotechnologie », a-t-il soutenu en évitant soigneusement de parler de l'industrie aérospatiale.

Les suites à donner au rapport du groupe de travail présidé par M. Laurent Picard sur la relance économique de la région métropolitaine — « une excellente initiative », selon M. Mulroney — seront également annoncées sous peu par M. De Cotret, tout comme les décisions du gouvernement fédéral quant à ses investissements dans le Vieux-Port ou l'Est de Montréal.

Pour le maire Jean Doré, l'adoption du projet de loi C-22 est « à l'avantage général de Montréal et de l'ensemble du Canada et il doit sortir du Sénat maintenant que la Chambre des Communes l'a adopté à deux reprises ».

Mais, pour le maire de Montréal, le projet de loi C-22 n'est qu'une première étape et il a souhaité que, rapidement, « le bon sens prévale et que ce projet de loi devienne enfin réalité pour qu'on puisse examiner les autres questions qui sont importantes pour le développement de Montréal ».

La dernière fois qu'un premier ministre fédéral avait mis les pieds à l'Hôtel de ville de Montréal remonte au 30 septembre 1967 alors que M. Lester Pearson était venu rencontrer le maire Jean Drapeau.

M. Mulroney n'a pu s'empêcher de souligner devant les quelque 300 invités à une réception civique dans le hall d'honneur de l'Hôtel de ville que si quelqu'un avait réussi à être premier ministre pendant 16 ans sans mettre les pieds à l'Hôtel de ville, « il devait prendre bien des choses pour acquises ».

Mulroney se dit prêt à rencontrer Reagan

et GILLES GAUTHIER

Le premier ministre Mulroney est prêt à rencontrer le président des États-Unis pour relancer les négociations sur le libre-échange, mais seulement si le chef de la Maison-Blanche en manifeste lui-même le désir.

Dans une entrevue exclusive hier soir à *La Presse*, le premier ministre s'est montré plus ouvert à une reprise du dialogue commercial qu'il ne l'avait laissé croire plus tôt dans la journée à la Chambre des communes.

D'ailleurs, on a appris que le négociateur en chef du Canada, M. Simon Reisman, a eu une rencontre hier soir dans un hôtel de Montréal avec M. Mulroney pour établir la stratégie à suivre en vue d'une reprise éventuelle des discussions avec Washington.

M. Mulroney continue d'accorder toute sa confiance à M. Reisman et ce dernier demeurera aux commandes si les négociations devaient se poursuivre avec les États-Unis.

M. Mulroney a affirmé également au cours de l'entrevue (qui sera publiée en détail dans *La Presse* de demain) que, compte tenu des réticences du Congrès, le Canada est prêt à accepter un mécanisme de règlement des conflits dont le caractère exécutoire serait mis en oeuvre de façon graduelle.

Interrogé à savoir si des négociations au plus haut niveau politique pouvaient être envisagées, le premier ministre a d'abord répondu: «Tout est possible». Puis, il a souligné que le ministre des Finances, M. Michael Wilson, et son chef de cabinet, M. Derek Burney, ont été dépêchés à Washington dimanche dernier pour présenter clairement la position du Canada au Secrétaire au Trésor, M. Jim Baker.

Mais il ne fait pas de doute dans son esprit que l'initiative doit venir des États-Unis. «Si à un moment donné on reçoit un ap-

pel de la part de quelqu'un afin de faire bouger de façon sérieuse un dossier complexe, bien on va sûrement prendre l'appel et on va écouter avec respect les propositions». Plus loin, M. Mulroney a ajouté: «Je ne suis pas rébarbatif à l'idée d'une communication si les Américains jugent que c'est dans leur intérêt, l'intérêt des deux parties».

Quand on lui demande si une rencontre avec M. Reagan peut être envisagée, le chef conservateur a déclaré: «J'ai mentionné en Chambre que, vraiment, je n'en vois pas l'utilité aujourd'hui, mais si M. Reagan m'appelait, c'est avec beaucoup de plaisir que je lui en parlerais».

Dans la capitale américaine, le porte-parole de la Maison-Blanche, M. Marlin Fitzwater, a déclaré que l'administration Reagan tenait à reprendre les négociations sur le libre-échange avec le Canada. Cette déclaration a été faite après que M. Reagan eut rencontré les membres de son cabinet pour discuter de la décision canadienne de suspendre les discussions.

En dépit des propos de M. Reisman, qui a déclaré mercredi soir qu'en ce qui le concernait tout était fini, il est manifeste dans l'entrevue que M. Mulroney a accordée à *La Presse* qu'Ottawa tient toujours à signer un traité commercial qui ne pourra qu'assurer une plus grande prospérité au pays. «J'espère qu'une entente demeure possible», a-t-il déclaré d'emblée.

Si le dialogue devait reprendre avec la Maison-Blanche dans ce dossier, Ottawa continuera de faire confiance à son négociateur actuel. «M. Reisman demeure l'individu tout désigné pour régler le dossier en faveur du Canada», a dit M. Mulroney.

Celui-ci a rappelé que le Canada tenait fermement à ce qu'il y ait un mécanisme d'arbitrage des conflits qui «puisse intervenir de façon impartiale». Mais le Canada est prêt à faire une concession et c'est de permettre à son voisin de disposer d'une période d'ajustement pour la mise en oeuvre du tribunal d'arbitrage qui deviendrait exécutoire par étapes.

«Maintenant, vu qu'on en est à l'étape embryonnaire d'un document possiblement historique, je suis bien sûr disposé à écouter mon interlocuteur qui, lui, voudra commencer avec un certain degré de prudence. Je ne veux pas

négocier la Cour suprême demain matin, mais il faut qu'on soit en mesure de définir peut-être progressivement un instrument qui aura un effet bénéfique pour les deux parties dans le règlement des différends.»

Mais il est essentiel pour le premier ministre que le mécanisme d'arbitrage ait un pouvoir contraignant dans quelques années si un traité est conclu.

Le tribunal est nécessaire pour garantir l'accès en tout temps des biens et services canadiens dans le marché américain. Faisant allusion aux hésitations du Congrès à ce chapitre, le chef du gouvernement canadien a dit qu'il ne s'agit pas de céder une partie de sa souveraineté, mais que cela montre la décision de deux pays souverains de donner vie à un instrument législatif.

Il n'est pas question pour lui de rester dans le carcan des décisions unilatérales de son partenaire géant. Le mécanisme de règlement, a-t-il précisé, ne doit pas avoir pour tâche de résoudre tous les différends commerciaux mais seulement ceux qui émanent du traité de libre-échange.

Et à deux semaines de l'échéance ultime, M. Mulroney est prêt à voir le président américain pour sortir le dossier de l'impasse.

Plus tôt dans la journée, au Parlement, le chef conservateur avait écarté une telle idée, insistant pour dire que cela semblait inutile dans le moment. En revanche, M. Mulroney continuait en Chambre à dire qu'un accord de dernière minute pouvait être encore conclu.

D'autre part, le président de la Chambre, M. John Fraser, a rejeté la demande de l'opposition de tenir un débat d'urgence sur le libre-échange.



Le premier ministre Mulroney a été accueilli en fin d'après-midi hier à l'Hotel de Ville par le maire de Montréal, M. Jean Doré. Nos informations, page A-2

PHOTO ARMAND TROTTIER, La Presse

UN HÔTEL DE VILLE TROP POPULAIRE?

■ Le hall d'honneur de l'hôtel de ville est présentement le lieu d'une intéressante exposition de toiles, sculptures et objets acquis au fil des ans par le Château de Ramezay.

Une collection d'une telle valeur nécessite, on s'en doute, une surveillance spéciale, puisque l'exposition est ouverte à tous.

Or, avec l'assemblée du conseil qui commençait lundi soir pour se poursuivre les jours subséquents, les mesures de sécurité se sont, à nouveau, faites très visibles. Et les nombreuses personnes qui s'étaient donné rendez-vous à l'hôtel de ville ont dû passer, tout comme les journalistes, par le tamisage des agents de sécurité, en nombre supplémentaire pour l'occasion. Et sans trouver nécessairement place dans les gradins publics aux places limitées.

Dans ce contexte, la visite du premier ministre Mulroney à l'hôtel de ville, jeudi, créait un problème de surveillance et de logistique particulier. La Ville avait en effet convié, en son honneur, plusieurs centaines de personnes à une réception civique qui a dû se tenir entre le cimaises de l'exposition et sous le regard scrutateur de nombreux agents de sécurité.